

Déclaration publique prononcée conjointement par plusieurs institutions de la société civile à la suite du congrès mondial des diamantaires d'Anvers, 17 - 19 juillet 2000.

DÉCLARATION PUBLIQUE COMMUNE

Les institutions de la société civile présentes au congrès mondial qui vient de réunir les professionnels du diamant à Anvers se réjouissent des résultats de cette conférence et des propositions de réforme avancées par l'Association internationale des producteurs de diamant (IDMA) et par la Fédération mondiale des Bourses du diamant (WFDB). Ces propositions constitueront déjà en grande partie un projet de réponse à plusieurs des préoccupations exprimées par des organisations non gouvernementales (ONG) en Europe, en Amérique du Nord et en Afrique au sujet des « diamants de la guerre ».

Cela étant, il reste encore beaucoup à faire :

Les signataires (l'IDMA et la WFDB) doivent garantir la mise en œuvre de ces réformes et le suivi du processus. Il est important que des avancées concluantes aient lieu d'ici à la mi-septembre quant à la

mise en place de mécanismes efficaces.

Au-delà de l'industrie du diamant elle-même, il reste encore à convenir d'une stratégie gouvernementale qui permettra d'améliorer le système des certificats d'origine et d'instaurer une méthode indépendante de contrôle du flux des diamants sur le marché international. Cette stratégie devra elle aussi être mise en place et contrôlée.

Il faudra que des ONG expérimentées ayant les compétences nécessaires soient impliquées de manière active dans cette double procédure afin d'en assurer la transparence et la crédibilité.

Nous sommes extrêmement préoccupés par la poursuite du conflit en Sierra Leone, par la filière libérienne bien connue et par les transferts de diamants et d'armes entre le Revolutionary United Front (RUF, Front révolutionnaire uni) et le Libéria. Nous prions instamment l'industrie du diamant de prendre immédiatement des mesures d'urgence afin d'imposer des restrictions à l'exportation de

diamants provenant de zones contrôlées par le RUF et passant par le Libéria ou d'autres pays.

L'industrie du diamant devrait également effectuer des démarches auprès des instances les plus élevées des Nations unies et des divers gouvernements afin de mettre un terme au trafic d'armes lorsque celles-ci sont utilisées pour des violations des droits humains et de bloquer les fonds servant à leur achat.

Nous souhaitons poursuivre le dialogue constructif qui a été **Organisation internationale de perspective mondiale (PHR et cette organisation représentent un collectif de plus de 60 ONG américaines) •**

engagé avec cette industrie sur la question des « diamants de la guerre ».

Action for Southern Africa (ACTSA)

Amnesty International

Fatal Transactions

Global Witness

Netherlands Institute for Southern Africa (NIZA)

Partenariat Afrique Canada (PAC)

Physicians for Human Rights (PHR)